

L'appui de DIAL à la coopération économique et statistique française avec l'Afrique

Jean-Pierre Cling
et François Roubaud²¹

DIAL a été créé en 1990 pour contribuer à la définition et à la mise en œuvre des politiques de développement. Le groupement, qui est composé pour l'essentiel de chercheurs de l'IRD et de statisticiens de l'INSEE, assure plus précisément trois missions qui viennent toutes en appui à la coopération économique et statistique française avec l'Afrique : l'articulation entre recherche et politiques de développement ; le renforcement des capacités au Sud ; enfin, le développement d'outils méthodologiques. Conformément à ces missions, l'appui de DIAL a été apporté dans le cadre de quatre programmes successifs. Les deux premiers ont porté sur un pays déterminé : Cameroun (études macro-économiques et enquêtes statistiques), puis Madagascar, où DIAL a joué un rôle d'opérateur pour le renforcement des capacités d'analyse économique et de production statistique. Les deux suivants ont eu une nature plus thématique : études macro-économiques et sectorielles (compétitivité, projections macro-économiques et analyse critique des nouvelles politiques de lutte contre la pauvreté) puis élaboration d'outils et méthodes pour les stratégies de développement et de lutte contre la pauvreté. DIAL a en particulier appuyé le lancement d'enquêtes 1-2-3 (emploi, secteur informel et conditions de vie des ménages) dans plusieurs pays africains, dans le but d'aider au suivi des stratégies de lutte contre la pauvreté.

²¹ Jean-Pierre Cling est administrateur de l'INSEE et directeur du GIE DIAL. François Roubaud est directeur de recherche à l'IRD ; en poste à DIAL depuis sa création en 1990, il a été directeur de l'Unité de Recherche de 2001 à 2004. Les auteurs remercient Philippe Bocquier, Blaise Leenhardt, Philippe Pommier, Anne-Sophie Robilliard et Gérard Winter pour leurs commentaires constructifs sur une première version de ce papier et restent seuls responsables des opinions exprimées et des erreurs éventuelles.

Le groupement DIAL (Développement, Institutions & Analyses de Long terme) a été créé en 1990 par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD, qui s'appelait alors l'ORSTOM), l'Institut de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) et la Commission européenne, avec pour objectif

principal de « *mener des recherches, des études et des travaux statistiques relatifs à la définition, au suivi et à l'évaluation des politiques économiques dans les pays en développement, ceci afin d'éclairer la conception et la mise en œuvre de ces politiques par les agences de coopération et par les pays en développement* ».

A la différence d'un laboratoire de recherche académique classique, DIAL a donc eu dès son origine pour mission d'appuyer l'action de la coopération française en Afrique dans ses domaines de compétence, en assurant une complémentarité entre les travaux scientifiques et techniques et les recommandations et conseils en matière de politique économique². Le souci initial des fondateurs de DIAL était également de construire des méthodologies et analyses à destination des administrations africaines et des bailleurs de fonds, qui prennent en compte la nécessaire articulation entre les besoins d'une gestion économique de court terme et les préoccupations de développement de plus long terme (Gabas et Géronimi, 2002).

Cet article dresse un bilan des activités menées par DIAL dans le domaine de la coopération économique et statistique avec l'Afrique au cours des 15 dernières années (1991-2006). Du fait de son objet, cet article n'évoque pas d'autres travaux menés à DIAL dans d'autres régions du monde (Pérou, Vietnam à partir de 2006, etc.) ou sur d'autres thèmes hors FSP, tels que le programme de recherche sur l'impact de la colonisation et des institutions sur le développement africain (2003-2007). Ces activités ont été menées pour le compte de la Coopération française dans le cadre de quatre programmes de subvention (FAC-Fonds d'Aide et de Coopération pour les trois premiers, FSP-Fonds de Solidarité Prioritaire pour le quatrième et dernier) portés par DIAL et, pour ce qui est du projet Madio à Madagascar, d'un programme franco-européen (IRD / Coopération française / Commission européenne).

Nous regroupons ici les travaux de DIAL en quatre grandes phases qui se suivent chronologiquement (avec des recouvrements temporels), qui correspondent aux quatre parties de cet article :

- dans une *première phase*, qui correspond à l'époque pionnière de DIAL, les travaux du groupement se sont centrés sur les marges de manœuvre de la politique économique au Cameroun dans un contexte d'ajustement structurel (perspectives économiques, emploi et secteur informel, insertion régionale) ;
- dans une *deuxième phase*, DIAL a joué un rôle d'opérateur sur un ambitieux projet de terrain à Madagascar lancé à son initiative, visant au renforcement des capacités de production statistique et d'analyse de l'INSTAT ;

- dans une *troisième phase*, l'approche d'études-pays menée antérieurement a été élargie sous forme d'études macro-économiques et sectorielles couvrant l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne (compétitivité, perspectives macro-économiques et pauvreté) ;
- enfin, la *quatrième phase* correspond au dernier FSP qui est en voie d'achèvement au moment de la rédaction de cet article, visant à l'élaboration d'outils et méthodes pour les stratégies de développement et de lutte contre la pauvreté.

Tableau 1

Les principaux résultats des 4 programmes de coopération menés par DIAL (1991-2006)

Les programmes FAC/FSP sont classés par ordre chronologique

<p>1. Cameroun</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diagnostic sur l'ajustement structurel et les perspectives macro-économiques • Evaluation d'impact sur la dévaluation du franc CFA (yc suivi des échanges transfrontaliers) • Analyse de l'emploi et du secteur informel (enquête 1-2-3)
<p>2. Madagascar</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement des études économiques et de l'appareil d'enquêtes statistiques • Renforcement de l'utilisation des statistiques et des études économiques dans le débat démocratique • Formation d'économistes et de statisticiens
<p>3. Analyses macro-économiques et sectorielles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Analyse critique des nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté et des OMD • Veille macro-économique sur les pays clé (cf. en particulier l'analyse des crises ivoirienne et malgache) • Diagnostic sur les perspectives d'insertion internationale des pays africains
<p>4. Outils et méthodes pour les DSRP</p> <ul style="list-style-type: none"> • Analyse du lien entre croissance, équité et inégalités et pauvreté pour atteindre les OMD • Mise au point d'indicateurs sur l'emploi, le secteur informel et la pauvreté (enquêtes 1-2-3) • Mise au point d'indicateurs sur la gouvernance et la démocratie (enquêtes ménages spécifiques)

² Depuis 2001, suite à la restructuration de l'IRD, DIAL est aussi le nom de l'unité de recherche de l'IRD dont l'implantation principale est à Paris auprès du groupement, et qui comprend des implantations secondaires dirigées par des chercheurs de l'IRD au Mali (Afristat) au Sénégal (Université de Dakar), ainsi qu'au Vietnam depuis la mi-2006 (Centre de Recherche statistique). La Commission européenne (à travers Eurostat) s'est retirée de DIAL en 2000 simultanément à son retrait de tous les organismes auxquels elle participait.

L'étude-pays sur le Cameroun

Les travaux d'étude sur ce pays se sont étalés sur la période 1991-1996. La période initiale a été la plus active avec la mise en œuvre d'un FAC entre 1991 et 1994 qui a mobilisé à plein temps l'ensemble de l'équipe de chercheurs de DIAL de l'époque (3 chercheurs IRD), suivie de travaux plus ponctuels (impact de la dévaluation du Franc CFA, poursuite du travail sur les observatoires frontaliers, etc.). Ces travaux ont débouché entre autres sur la publication de plusieurs articles scientifiques et d'un numéro spécial de Statéco en 1994 présentant les résultats de l'enquête 1-2-3 menée à Yaoundé, puis sur celle d'un ouvrage de synthèse consacré à l'économie camerounaise (Aerts et al., 2000).

Ce programme correspond à une demande adressée à DIAL en 1991 par le ministère français de la Coopération, pour le compte du ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire camerounais. L'objectif était d'analyser la dynamique macroéconomique du Cameroun, sur le passé et de manière prospective, afin d'évaluer l'impact de la politique d'ajustement structurel et la perspective de sortie de crise. Du point de vue de la coopération française, cet objectif correspondait à une justification initiale de la création de DIAL, à savoir la constitution d'une expertise capable de positionner la France sur les politiques de développement, au-delà d'un simple alignement sur les politiques d'ajustement structurel promues par les Institutions de Bretton-Woods (Banque mondiale et FMI).

Il est toutefois vite apparu que cet exercice nécessitait la mobilisation d'informations adéquates, que les données statistiques existantes ne pouvaient procurer. En effet, analyser la crise de l'économie camerounaise, mais aussi prévoir son évolution supposait que l'on puisse disposer d'une bonne représentation statistique de l'économie à l'échelle macroéconomique (comptabilité nationale, matrice de comptabilité sociale, etc.) et d'une meilleure compréhension du comportement des acteurs – ménages, entreprises – au niveau microéconomique qui permettent d'explicitier des mécanismes pas seulement théoriques mais validables empiriquement.

Pour pouvoir mener à bien ce programme, DIAL s'est donc engagé en partenariat avec la Direction de la Statistique du Cameroun (DCSN) dans un vaste chantier d'enquêtes statistiques, sur des thèmes stratégiques au centre des mécanismes d'ajustement en cours, mettant en œuvre des méthodologies originales. Ces travaux de terrain ont abordé principalement l'emploi, le secteur informel, la consommation, l'industrie (les résultats de l'enquête industrielle ont été notamment

analysés par Cogneau, 1993), les prix, les échanges transfrontaliers avec le Nigeria et les marchés parallèles des changes. Ce détour par le terrain, assez peu commun chez les macro-économistes, a dessiné dès l'origine du groupement les linéaments d'une « méthode DIAL » novatrice, basée sur l'association entre trois phases de la recherche souvent déconnectées : la production de statistiques sur des domaines prioritaires ; l'analyse approfondie des données ; le suivi & évaluation des politiques.

La dynamique macro-économique et la dévaluation du franc CFA

Conformément à l'objectif initial du programme, les travaux se sont centrés dans un premier temps sur les perspectives macro-économiques de moyen terme du Cameroun (de Monchy et Roubaud, 1991), cet exercice se prolongeant par l'étude de l'impact de la dévaluation du franc CFA.

Un exercice de projections macro-économiques a été finalisé dès 1991, décrivant l'évolution économique du Cameroun et proposant quelques scénarios macro-économiques à moyen terme (1995), réalisés à l'aide du modèle Tablo de l'Agence Française de Développement (à l'époque appelée Caisse Française de Développement). Cette étude a abouti au constat selon lequel aucun scénario (mesures de politiques économiques, environnement international) ne permettait d'envisager une reprise de la croissance économique à l'horizon de la prévision (une dévaluation du Franc CFA n'était pas retenue parmi les hypothèses de politique économique). Il a donc été proposé d'analyser plus finement les perspectives de développement des différentes filières productives, des marges de manœuvre procurées aux finances publiques par les restructurations des entreprises publiques, ainsi qu'une meilleure appréciation de l'impact de l'économie nigérienne sur le Cameroun (voir ci-après). Cet exercice a également permis de dresser un bilan de l'ajustement structurel du point de vue macro-économique (complété par l'analyse de l'emploi et du secteur informel), qui a été élargi ensuite dans le cadre d'une étude comparative Afrique/Asie sur les résultats de ces politiques (Trotignon, 1993).

Un exercice de simulations a ensuite été effectué dans le but d'évaluer l'impact de la dévaluation du franc CFA sur le Cameroun. Les simulations se sont appuyées sur un modèle d'équilibre général calculable de l'économie camerounaise, dont l'élaboration a nécessité la construction préalable d'une matrice de comptabilité sociale (Cogneau et Roubaud, 1993). Les simulations ont été effectuées à la fois *ex ante* et *ex post*, autrement dit avant et après la dévaluation. Les premières d'entre elles ont

été menées de manière confidentielle fin 1993 à la demande du ministère de la Coopération ; elles ont conclu que la dévaluation était nécessaire pour améliorer la compétitivité de l'économie et retrouver le chemin de la croissance. La dévaluation ayant finalement été mise en œuvre début 1994 (avec une dévaluation de 50% du franc CFA). Conformément aux résultats des autres études qui ont cherché à évaluer l'impact de la dévaluation, toutes les simulations effectuées *ex post* (qui ont aussi porté sur la Côte d'Ivoire et le Sénégal) ont montré que celle-ci a eu un impact expansionniste sur l'économie et que, tout en ayant un impact très négatif sur les revenus urbains, elle a sensiblement accru le pouvoir d'achat rural.

L'emploi et le secteur informel à Yaoundé

A l'occasion des exercices de projection macro-économique s'est posée la question déjà ancienne du rôle du secteur informel dans la crise et plus généralement dans le contexte économique futur des pays africains. Ce secteur, dont le développement est visible a-t-il été, ou peut-il être, un facteur atténuateur de la crise ? Ceci suppose qu'il soit en mesure de créer de la richesse, même dans un contexte où le secteur moderne est en déclin. Or, si la comptabilité nationale procure une vision relativement actualisée du secteur formel, le secteur informel, particulièrement en milieu urbain, ne fait l'objet d'aucune mesure statistique directe. De ce fait, il est impossible, sans nouvelles investigations statistiques, d'en donner une représentation utilisable pour la construction de scénarios d'évolution à moyen terme de l'ensemble de l'économie camerounaise.

Pour tenter de répondre à cette question, et par là même déboucher sur une représentation formalisée du rôle du secteur informel dans une économie africaine, DIAL a proposé à la DSCN de mettre sur pied une méthode d'investigation du secteur informel urbain, en commençant à titre expérimental par l'étude de la ville de Yaoundé. Les résultats de cette enquête ont fait l'objet d'un numéro spécial de la revue *Statéco* (Roubaud, 1994).

La DSCN a marqué son intérêt pour expérimenter une méthode d'approche de ce secteur, utilisable pour le développement de la réflexion macroéconomique recherché par DIAL, et répondant aux deux contraintes suivantes : fournir une mesure statistiquement représentative d'un secteur trop souvent étudié soit par des méthodes non extrapolables parce que procédant avant tout d'une démarche socio-anthropologique soit par des enquêtes fondées sur des répertoires d'entreprises, non adaptées à la mesure de ce secteur ; fournir une image économiquement « bouclée » de ce secteur,

en le mesurant tant du côté de l'offre (sa localisation dans le système productif, les déterminants de son développement et ses modalités d'ajustement à son environnement, etc.) que du côté de la demande (origine de la demande, modalités de choix des ménages pour les produits élaborés ou distribués par ce secteur), aspect en général peu ou pas du tout exploré.

C'est dans cette perspective que DIAL a proposé la mise en œuvre en collaboration avec la DSCN d'une enquête sur ce thème appelée enquête 1-2-3. C'était la première fois qu'une telle enquête était menée en Afrique (dans le prolongement de travaux de ce type menés au Mexique au milieu des années 1980). La réussite de cette opération peut être mesurée à l'aune de son faible coût, de la qualité des résultats obtenus et de la rapidité de sortie de ces résultats. Décidée à l'été 1992, l'enquête a été menée en 1993 et les résultats diffusés la même année. Ils ont été présentés publiquement lors d'un séminaire sur l'emploi et le secteur informel qui s'est tenu à Yaoundé en novembre 1993. L'enquête 1-2-3 a ainsi fourni pour la première fois une mesure précise du poids du secteur informel dans l'emploi total (57 % de l'emploi à Yaoundé). Elle a aussi mis en évidence le fait que le secteur informel est depuis le début de la crise le principal moteur de la création d'emplois.

Face au succès et aux retombées de cette opération pilote, l'enquête a été reconduite à Yaoundé en 1994. Elle a permis d'apprécier l'impact de court terme de la dévaluation sur le marché du travail urbain (ainsi que des mesures d'ajustement réel des salaires publics), avec une réduction substantielle du taux de chômage (de 24 % à 18 %), accompagnée d'une très forte poussée du secteur informel (de 57 % à 66 %), dans un contexte d'effondrement des revenus réels (- 45 %). Dix ans après, l'enquête a été élargie au niveau national par la DSCN en 2005, avec l'appui d'AFRISTAT, de DIAL et de la Coopération française (voir quatrième partie ci-après).

Les échanges transfrontaliers avec le Nigeria

Ce volet du programme s'inscrivait dans le cadre d'un objectif d'étude de l'insertion internationale de l'économie camerounaise, et plus particulièrement de son intégration régionale, sachant que les politiques d'ajustement structurel comportaient des mesures visant à développer cette intégration. Alors que les pays africains sont considérés comme peu ouverts sur leurs voisins, l'étude partait du constat qu'une forte partie des échanges avec le Nigeria limitrophe – qui est aussi la grande puissance régionale – s'effectuaient de manière informelle (en contrebande). L'objectif était donc de fournir un éclairage sur l'ampleur réelle de la pénétration des

produits nigériens et sur ses conséquences sur les biens et services produits au Cameroun (quelle substitution sur quels produits, où vont les marges dégagées, impact sur les transports, la demande de monnaie, etc.). La dévaluation du franc CFA intervenue en janvier 1994 a accru par la suite l'intérêt pour ce thème. Cette étude a été menée dans le cadre d'un séjour sur le terrain pendant deux ans d'un chercheur de l'IRD et de DIAL (J. Herrera) en 1991-1993, prolongé par de nombreuses missions de chercheurs de DIAL.

Ce programme de terrain a rempli ses objectifs en aboutissant notamment à une évaluation plus réaliste de l'intégration commerciale Cameroun-Nigeria. Alors que les statistiques douanières officielles confèrent un poids marginal aux échanges avec le Nigeria dans le commerce extérieur total du Cameroun, l'étude a ainsi montré que 8 % de la consommation des ménages et 15 % des importations totales correspondaient à des produits introduits en fraude en provenance du Nigeria (carburants, riz, coton, etc.). Les modélisations économétriques ont mis en lumière le fait que le taux parallèle naira/franc CFA était déterminé au Nigeria, essentiellement par des facteurs liés aux déséquilibres macro-économiques dans ce pays. Ces travaux ont débouché sur une analyse plus générale du lien entre échanges transfrontaliers et intégration régionale en Afrique (Egg et Herrera, 1998).

Le projet Madio à Madagascar²³

Le projet Madio (Madagascar-Dial-Instat-Orstom) a été mis en place à Madagascar en 1994. Les deux partenaires scientifiques du projet étaient l'Institut national de la statistique malgache (INSTAT) et l'Institut de recherche pour le développement français (IRD, ex-ORSTOM), à travers DIAL. Parmi tous les projets lancés par DIAL, celui-ci est le plus important et celui qui a mobilisé le plus de moyens humains et financiers. Une équipe de 3 chercheurs IRD a été basée sur place de 1994 à 1999 (sous la direction de F. Roubaud) et a recruté plusieurs économistes-statisticiens malgaches tout en recevant un appui de DIAL sous forme de missions, d'accueil de stagiaires à Paris. Le projet a par ailleurs bénéficié de financements de la Coopération française et de l'Union européenne. De 1999 à 2003, suite au départ des chercheurs IRD, Madio a continué à recevoir un appui à distance de la part de DIAL et à bénéficier de financements français et européens, avant d'être intégré totalement dans l'INSTAT à cette date (la collaboration DIAL-INSTAT se poursuivant sous d'autres formes).

²³ Cette partie est largement inspirée de Roubaud (2000a) dont elle constitue une synthèse actualisée.

Localisé au sein de l'INSTAT, le projet Madio avait pour objectif de promouvoir l'analyse économique à Madagascar et d'aider au renforcement de l'appareil statistique national. On peut regrouper les actions menées dans le cadre de Madio autour de 5 fonctions principales : réalisation d'enquêtes statistiques ; mise en place de modèles macro-économiques ; réalisation d'études économiques ; mise en place d'une politique de valorisation et de diffusion des résultats ; participation à la formation. Nous présentons ci-après les résultats obtenus selon ces différentes dimensions.

Enquêtes statistiques

Madio a réalisé un investissement lourd en matière de collecte d'information statistique. La philosophie de cet investissement statistique était de fournir des informations statistiques fiables et actualisées sur les questions clés liées à la transition économique en cours, là où les lacunes étaient les plus criantes. Par la construction de séries chronologiques, instrument privilégié de l'analyse de la dynamique temporelle généralement inexistant en Afrique, il s'agissait d'instaurer une série de rendez-vous périodiques à travers lesquels sont diffusés les résultats sur les principales caractéristiques de l'économie malgache (prix, commerce extérieur, emploi, croissance, etc.).

Le projet Madio a mis en place plusieurs systèmes d'enquêtes touchant des secteurs clés de l'économie malgache. Ceux-ci sont brièvement présentés ici. Deux systèmes d'enquêtes lancées dans le cadre de Madio ont été intégrés dans le dispositif d'enquêtes officielles et le sont restés à ce jour.

- L'enquête 1-2-3 est réalisée à Antananarivo depuis 1995. La phase 1 (*enquête emploi*), conduite annuellement depuis cette date, fournit des informations rapides sur la situation et l'évolution du marché du travail dans la capitale et permet d'analyser son mode de fonctionnement. En 2000, elle a été menée dans les 7 plus grandes villes du pays. Il s'agit de la seule source d'information disponible à Madagascar permettant d'établir un diagnostic en temps réel des retombées des politiques économiques sur la population (emploi, chômage, revenus, etc.). L'enquête fournit en particulier une information sur la Zone franche, qui a acquis une importance majeure dans l'emploi privé. L'enquête emploi a servi de support à des modules d'enquêtes spécifiques donnant lieu à des études thématiques (gouvernance et démocratie, éducation, etc.). Parallèlement, des enquêtes sur le secteur informel (phase 2 des *enquêtes 1-2-3*) et sur les conditions de vie des ménages (phase 3) ont été conduites dans la capitale avec une périodicité

triennale (1995, 1998, 2001 et 2004). Elles ont notamment permis de quantifier pour la première fois le rôle économique du secteur informel, à la fois du côté de l'offre (production du secteur) et de la demande (poids du secteur dans la consommation des ménages).

- Les *observatoires ruraux* se proposent d'étudier l'impact des réformes économiques sur le monde rural à Madagascar. Dès 1995, 4 observatoires ruraux ont été mis en place, portant chacun sur une zone géographique distincte correspondant à une problématique économique spécifique de l'agriculture malgache ; dans chaque observatoire un panel de plusieurs centaines de ménages est suivi chaque année ; après avoir été élargi depuis 1999 avec l'aide de l'Union européenne, le dispositif est géré désormais par le Réseau des Observatoires Ruraux et suit 17 observatoires. Bien que non représentatifs, les observatoires ruraux constituent la seule source d'information continue à Madagascar pour suivre l'évolution des zones rurales.

D'autres dispositifs d'enquêtes ont été mis en place de manière plus ponctuelle ou ont été abandonnés au bout de quelques années par l'INSTAT. L'enquête sur les trajectoires biographiques réalisée en 1998 dans la capitale permet de reconstituer des parcours biographiques pour analyser les interactions entre trois types de trajectoires (familiale, migratoire, scolaire et professionnelle). L'enquête est la quatrième réalisation de ce type d'enquêtes en Afrique (après les enquêtes menées à Dakar, Bamako et Yaoundé par d'autres chercheurs de DIAL) et aussi la plus achevée. L'enquête annuelle dans l'industrie a été effectuée de 1995 à 1999 avant d'être abandonnée par l'INSTAT. Cette enquête avait pour vocation de fournir des informations annuelles et rapides sur la structure du secteur industriel malgache. Il s'agissait de la seule source d'information quantitative sur les entreprises à Madagascar. Enfin, Madio a contribué à la rénovation de l'*indice des prix à la consommation* et au lancement d'*enquêtes de conjoncture* dans l'industrie à l'aide d'experts d'AFRISTAT et de l'INSEE.

Modélisation macroéconomique

La modélisation macroéconomique constituait un objectif initial clairement affiché dans le programme du projet Madio. L'importance accordée à ces outils se justifiait par deux raisons : en premier lieu, parce que les modèles imposent de mettre en cohérence les principaux agrégats et assurent donc la synthèse et la remontée des informations économiques ; en second lieu, parce que les modèles et leurs débouchés (projections,

simulations) constituent un instrument pédagogique stimulant la réflexion et les débats sur l'économie dans son ensemble et sur l'impact des mesures de politique économique.

Suite à la construction du modèle macro-financier de court terme Prestomad en 1995 sur la base du modèle utilisé par l'AFD pour ses projections sur la zone franc, un exercice annuel de projections macro-économiques a été présenté chaque année jusqu'en 2002. Ces travaux ont été largement diffusés et ont constitué une référence sur les enjeux et les résultats de la politique macroéconomique à Madagascar. Suite à la création du CREAM (Centre de Recherches, d'Études et d'Appui à l'Analyse Économique à Madagascar) avec l'appui des bailleurs de fonds, l'activité de modélisation macroéconomique a été transférée de l'INSTAT à cet organisme. Un modèle d'équilibre général calculable (EGC) construit dans le cadre du projet Madio a également été utilisé pour l'évaluation d'impact des politiques.

Études économiques

La réalisation d'études économiques a constitué le cœur du projet Madio. Ce champ d'activité avait deux fonctions principales : répondre à un certain nombre de questions économiques pour comprendre les enjeux et les contraintes du processus de transition en cours à Madagascar, et étayer la prise de décision en matière de politique économique. De ce point de vue, Madagascar, à l'instar de nombreux pays africains, ne bénéficiait d'aucune tradition dans ce domaine. Il s'agissait aussi de former un capital de compétences nationales susceptibles d'entreprendre et de mener à bien ce genre d'études.

Il convient de noter qu'au commencement du projet Madio, la production scientifique dans la discipline économique à Madagascar (ouvrages, articles, études, etc.) était quasiment inexistante. Dans ce contexte, la tâche de Madio était particulièrement difficile. Deux séries de documents ont été créées : « études », pour les analyses thématiques proprement dites ; « documents techniques », pour les développements méthodologiques. Ces deux collections ont été maintenues jusqu'à la fin du projet Madio, même si le rythme de production s'est ralenti au cours de la seconde phase du projet de 1999 à 2002. Sur l'ensemble de la période 1995-2002 près de 400 études ont été publiées (voir la série des 238 études et 154 documents de travail disponibles sur le site de l'Instat : <http://www.instat.mg/Prod/Result/madio.htm>). La réalisation de ces études a constitué le socle d'un véritable programme de recherche sur la transition économique et politique, qui a débouché sur la publication de plusieurs ouvrages et de nombreux

articles scientifiques qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui.

Les études et recherches strictement économiques ont constitué le gros de la production : perspectives macroéconomiques ; dynamique des prix et des taux de change ; politiques monétaire, fiscale ou commerciale ; dette extérieure ; désengagement de l'Etat ; investissements étrangers et dynamique de la Zone franche, etc. Madio a également investi des champs plus microéconomiques (travail des enfants, demande d'éducation et de santé, durée du chômage, discriminations salariales), d'autres à la frontière de la démographie et de l'économie (fécondité, transition démographique, transferts intergénérationnels) ou encore relevant plus directement de la sociologie (géographie et sociologie électorales, sociologie religieuse, politique, etc. ; Roubaud, 2000b).

Valorisation et diffusion des résultats

La valorisation des résultats obtenus par Madio constitue sans aucun doute le point le plus original et le plus novateur du projet. Cette politique active et délibérée avait une double ambition : diffuser auprès du plus grand nombre des analyses sur des thèmes sensibles afin d'enrichir le débat démocratique, dans un pays où l'accès à l'information a toujours été le privilège d'une minorité ; susciter l'intérêt d'acteurs clés et des décideurs (notamment l'administration et les bailleurs de fonds), afin de les inciter à continuer à financer ce type de recherches.

De nombreux canaux ont été mobilisés pour mener à bien cette politique :

- large diffusion des travaux écrits ; ces travaux ont été systématiquement distribués à une trentaine d'intermédiaires stratégiques - administrations économiques, bailleurs de fonds, organisations de la société civile et medias ; Madio a acquis très rapidement la reconnaissance de la presse et cette confiance ne s'est jamais démentie (plus de 500 articles publiés entre 1995 et 1999) ;
- conférences de presse ; à l'instigation de Madio, l'Instat a mis en place dès 1995 un point de presse intitulé « *Instat Point Information* » qui continue d'être organisé au moment de la rédaction de cet article ; ces points de presse ont renforcé la visibilité et la crédibilité de l'Instat au plan national ;
- création de la revue *Economie de Madagascar* ; à l'instigation du projet Madio, la Banque centrale de Madagascar et l'Instat ont cofondé en 1996 une revue scientifique qui a publié 4 numéros et qui n'a malheureusement pas survécu au départ des responsables étrangers du projet ;

- publication dans des revues scientifiques étrangères et participation à des colloques internationaux ; pour pousser plus loin la valorisation de ses travaux, le projet Madio a enfin cherché à s'insérer dans les réseaux internationaux et la communauté scientifique en économie et statistique.

Formation

La formation a constitué un axe essentiel des activités de Madio. La formation du personnel de Madio a constitué la priorité essentielle selon cet axe. Les membres malgaches de Madio ont pu bénéficier de formations aux techniques statistiques et à l'analyse économique, de la part à la fois des chercheurs expatriés de l'IRD en place sur le terrain, et de missionnaires de DIAL envoyés à Madagascar.

Il convient d'insister sur le fait que la grande majorité des membres malgaches de Madio n'avaient aucune expérience professionnelle à leur entrée dans le projet. Un des rôles essentiels des chercheurs de l'IRD a donc été de transformer ces cadres bien formés, en de véritables professionnels de l'analyse et de la recherche en économie. Suite au recrutement par le projet de 4 jeunes statisticiens-économistes issus de l'Ensea d'Abidjan, les économistes malgaches ont pris en charge la formation de leurs cadets. Le processus de capitalisation des savoirs sur une base endogène a ainsi été enclenché.

Les membres de Madio ont aussi dispensé des formations extérieures (notamment à travers une coopération Sud-Sud d'appui à la mise en place des *enquêtes 1-2-3* en Afrique de l'Ouest dans le cadre du projet). Certaines de ces formations se sont opérées de manière informelle, telles que le transfert des opérations statistiques de Madio aux cadres de l'INSTAT. De plus, des modules de formation au traitement et à l'analyse des données ont été organisés par les membres de Madio. Les chercheurs sont enfin intervenus à différents niveaux dans les cycles universitaires de l'université d'Antananarivo.

Que reste-t-il de Madio ?

Dans un temps très bref, le projet Madio est devenu progressivement incontournable dans le paysage malgache, alimentant à jet continu l'Etat et les acteurs sociaux en résultats d'enquêtes, études économiques et évaluations de politiques et en s'inscrivant à part entière dans les débats. L'essentiel des retombées du projet a donc été observable pendant cette période. Quelques années après son achèvement, les acquis du projet demeurent considérables et sont principalement de quatre ordres (cf. en particulier le rapport d'évaluation de Charlot et Gié, 2004) :

- *un corpus extrêmement riche d'enquêtes statistiques et d'études économiques* réalisées pendant la durée du projet, qui ont amélioré dans de très nombreuses directions la connaissance de la société malgache dans des domaines jusqu'alors totalement méconnus (emploi, secteur informel, dimensions de la pauvreté, structure de l'appareil industriel, gouvernance et démocratie, etc.); la collaboration entre DIAL et l'Instat se poursuit aujourd'hui dans le cadre des enquêtes 1-2-3 et d'enquêtes diverses ;
- *une fonction d'innovation méthodologique* (enquêtes de panels, exploration de nouvelles thématiques, dispositif d'évaluation d'impact) qui a diffusé largement au-delà du projet, à Madagascar mais aussi dans d'autres pays. L'exemple des modules sur les *Multiplés dimensions de la pauvreté*, la *Gouvernance* et la *Démocratie* est emblématique à ce propos. Après avoir été progressivement rodés à Madagascar, ils ont été proposés et appliqués par les INS de plus d'une dizaine de pays d'Afrique de l'Ouest et d'Amérique latine ;
- *une nouvelle approche de la production statistique et d'études*, contribuant directement au débat démocratique dans le pays ; en ne cantonnant pas l'Institut de statistiques à la seule production de données (comme c'est généralement le cas dans la plupart des PED) mais en liant systématiquement production statistique et analyse des données tout en diffusant les résultats le plus largement possible (notamment à travers des conférences de presse), le projet Madio a participé de plein pied au processus de la démocratisation de Madagascar opéré durant les années 1990, instaurant des pratiques qui sont toujours suivies actuellement ;
- enfin, *la formation de cadres malgaches*, dans un pays où le manque de qualification pèse lourdement sur l'administration ; même si compte tenu de la fuite des cerveaux qui affecte tous les INS africains, la plupart des jeunes statisticiens et économistes qui ont été formés dans le cadre du projet ont essaimé dans différentes institutions impliquées dans la gestion économique du pays (administration malgache, programmes conduits par les bailleurs de fonds), l'investissement effectué pour leur formation a donc été utile au pays et a contribué à l'amélioration du capital humain dans ce domaine. Ici encore, le travail de formation se poursuit, dans le cadre de plusieurs thèses de doctorat en préparation.

Les analyses macro-économiques et sectorielles

A partir de 1995, parallèlement à la conduite du projet Madio, DIAL a élargi son champ d'activité au-delà de l'approche pays telle qu'elle a été pratiquée au Cameroun et à Madagascar, en menant des études macro-économiques et sectorielles sur l'Afrique. Entre 1995 et 2002, les travaux menés dans le cadre de 2 Fonds d'Action Concertée (regroupés dans le programme N°3 du tableau p.2) ont étudié trois axes : la compétitivité africaine ; les perspectives macro-économique des pays africains ; les politiques de lutte contre la pauvreté.

La compétitivité africaine

L'objectif central de l'étude de la compétitivité des pays africains était de mieux appréhender le potentiel de croissance et d'insertion internationale de ces pays à long terme, suite à la dévaluation du franc CFA. Ce travail s'est effectué successivement dans trois directions complémentaires que nous présentons dans l'ordre chronologique.

- Un premier travail a porté sur le lien entre marché du travail et compétitivité en Afrique sub-saharienne. Il a débouché sur la publication d'un ouvrage collectif (Cogneau, Marniesse et Moisseron, 2000). L'objectif était d'analyser l'impact de la crise sur le marché du travail et d'examiner les conséquences de l'intervention de l'Etat sur la régulation du marché du travail, ainsi que l'impact des programmes d'ajustement structurel. Il s'agissait enfin de s'interroger sur les liens entre le marché du travail et la productivité, à travers des comparaisons internationales de salaires et de coûts de production. L'étude a passé en revue les changements intervenus durant les dernières décennies sur les marchés du travail africains en mettant en évidence le développement massif du secteur informel. Toutefois, l'essor de ce secteur ne constitue pas selon l'étude la réaction spontanée du secteur privé face au carcan d'un Etat bureaucratique, mais est plutôt la conséquence à la fois de la crise et du développement d'emplois tertiaires. Enfin, l'étude met en évidence l'enfermement des pays africains dans une spécialisation fondée sur les ressources naturelles à faible contenu en emplois et à salaires élevés et la difficulté d'envisager le développement d'industries de main-d'œuvre orientées vers l'exportation. Ce problème se pose avec une acuité particulière dans la zone franc, même après la dévaluation du franc CFA (période sous étude), compte tenu du coût élevé du travail.

- L'étude sur les performances commerciales des pays africains a été publiée sous forme de rapport d'étude DGCID (Gros, Letilly et Martinet, 2002). Elle adopte une approche en termes de filières productives à un niveau très fin et utilise des bases de données de commerce international établies par les Nations Unies. L'étude analyse les performances commerciales des principaux pays africains durant les années 1990, en décomposant comptablement la variation des parts de marché en deux facteurs : un effet de spécialisation sectorielle ; un effet de compétitivité. La plupart des pays étudiés souffrent d'une spécialisation sectorielle défavorable, tandis que l'effet compétitivité est positif pour quelques pays seulement (Afrique du Sud, Ghana, Madagascar). Si on excepte le cas très particulier de l'Afrique du Sud, le Ghana et Madagascar constituent les seuls exemples de pays dont les exportations ont réussi à progresser au-delà d'un pur effet de demande : dans le cas du Ghana, on a observé une diversification accrue des exportations et un essor des ventes de cacao ; dans celui de Madagascar, l'essor des exportations a reposé en quasi-totalité sur le textile-habillement dans le cadre des zones franches d'exportation (dispositifs fiscaux dérogatoires destinés à favoriser l'investissement pour l'exportation de produits intensifs en main-d'œuvre).
- Enfin, une analyse du rôle des zones franches d'exportation (ZFE) en Afrique a été menée (Cling et Letilly, 2001). Un diagnostic sur la multiplication des ZFE au plan mondial au cours des dernières décennies a montré qu'aucun pays africain n'a réussi à développer de tels dispositifs avec succès au cours des dernières années²⁴, à l'exception de Madagascar depuis les années 1990 (et du Kenya dans la période toute récente). Les ZFE ont eu une contribution importante à la reprise économique observée à Madagascar depuis le milieu des années 1990, et ont permis la formation d'une base industrielle. Grâce aux données individuelles d'enquêtes 1-2-3 à notre disposition (conduites à Madagascar dans le cadre du projet Madio), nous avons pu procéder à des estimations qui ont montré que les salaires dans les ZFE étaient équivalents, toutes choses égales par ailleurs, à ceux versés dans les autres entreprises industrielles (mais supérieurs à ceux du secteur informel). Alors que les ZFE sont souvent critiquées pour les

conditions de travail qui y règnent, nous avons montré que l'impact social négatif des ZFE observé dans les pays à revenu intermédiaire pourrait ne pas jouer dans les pays plus pauvres tels que Madagascar, où ce dispositif a joué au contraire un rôle positif du point de vue des normes de travail. Nous avons conclu que les ZFE ne pouvaient plus être placées au centre d'une stratégie de développement dans le nouveau cadre commercial international, en particulier à cause de la concurrence chinoise (Razafindrakoto et Roubaud, 1997 et 2002 ; Cling, Razafindrakoto et Roubaud, 2005).

Etude des perspectives macro-économiques

L'étude des perspectives économiques des pays africains s'inscrivait dans le prolongement des travaux effectués sur le Cameroun dès la création de DIAL, puis de ceux réalisés dans le cadre du projet Madio à Madagascar. Il s'agissait d'aider la Coopération française à définir ses stratégies pays (notamment lors de la préparation des commissions mixtes ou de ce qui s'appelait à l'époque les « orientations à moyen terme »), en prenant en compte les perspectives économiques des pays où elle intervient. Suite à des missions de terrain, des rapports pays ont été réalisés sur le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, Madagascar, le Nigeria et le Sénégal.

Il était par ailleurs prévu d'établir un cadre méthodologique utilisable par les services du ministère, dans le but d'adopter ensuite une approche uniformisée des travaux d'analyses-pays. Deux notes ont été établies, prenant en compte l'expérience acquise lors des opérations menées par DIAL pour la DGCID, et proposant deux options méthodologiques plus ou moins ambitieuses (à suivre éventuellement conjointement) : réalisation d'un cadrage macro-économique léger, comportant des projections à 2-3 ans mettant en évidence la sensibilité de l'économie à l'évolution de quelques paramètres stratégiques ; de manière plus ambitieuse, analyse de la structure et des dynamiques internes de l'économie afin de dégager les contraintes structurelles auxquelles doit faire face l'économie, ainsi que sa trajectoire potentielle. Cette dernière approche, nécessairement plus lourde et plus ambitieuse, reposait sur la construction d'un modèle d'équilibre général de l'économie étudiée. La réorganisation de la Coopération française, et la réduction des moyens consacrés aux études-pays n'a pas permis que celle-ci s'approprie ces méthodes de prévisions pour son usage personnel.

Même si ce travail d'établissement de perspectives macro-économiques a été globalement peu utilisé par la DGCID (de même que par les pays étudiés), l'expertise macro-économique accumulée sur la

²⁴ L'Ile Maurice a instauré des dispositifs de ZFE avec succès à partir des années 1960, ce qui lui a permis de devenir un important exportateur de textile-habillement et ce qui a favorisé son développement économique. Ces dispositifs sont en crise depuis les années 1990.

Côte d'Ivoire a trouvé un débouché important suite à la crise politique intervenue dans ce pays à partir de 2002. A la demande de la Coopération française, DIAL a ainsi participé à un exercice collectif cherchant à analyser les facteurs économiques et sociaux de la crise. Cet exercice a dressé un premier bilan des politiques d'ajustement menées dans les années quatre-vingt-dix et évalué la portée réelle de la dévaluation du franc CFA sur l'économie ivoirienne. Il a fait ainsi apparaître que celle-ci n'a pas eu un effet positif durable sur la croissance et la réduction de la pauvreté. Suite à cet exercice, les chercheurs de DIAL ont coordonné un numéro spécial de la revue Afrique contemporaine consacré à la crise en Côte d'Ivoire (Cogneau, Mesplé-Somps et Roubaud, 2003). Parallèlement, prenant appui sur les travaux réalisés dans le cadre du projet Madio un autre numéro spécial de la revue a été consacré aux fondements économiques et politiques de la crise malgache, ainsi qu'aux perspectives de sortie par le haut (Roubaud, 2002).

La veille macro-économique assurée par DIAL a également débouché quelques années après ce FSP sur la mise à disposition à DIAL en 2004 de B. Leenhardt, ancien responsable des projections macro-économiques sur la zone Franc à l'AFD (avec qui des échanges réguliers d'informations avaient été organisés au fil des années). Ce dernier a continué à contribuer (avec l'aide d'autres chercheurs de DIAL) à l'élaboration de ces projections devenues un exercice commun AFD-DIAL.

Analyse des politiques de lutte contre la pauvreté

Dès le milieu des années 1990, DIAL a commencé à étudier le thème de la lutte contre la pauvreté, à une époque où la Coopération française ne considérait pas encore ce thème comme une priorité. On peut notamment mentionner la participation à une étude menée par différents instituts européens sous la coordination de l'ODI sur les politiques suivies dans ce domaine par les institutions d'aide européennes, l'étude pour le PNUD de l'articulation des stratégies macro-économiques et de réduction de la pauvreté dans plusieurs pays africains, l'analyse également pour le PNUD des systèmes existants de mesure de la pauvreté dans l'ensemble des PED, enfin l'analyse de la pauvreté et de la distribution des revenus en milieu urbain dans trois pays d'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Mali et Sénégal) pour le compte de la Banque mondiale²⁵.

²⁵ Cette dernière étude a été menée en collaboration avec AFRISTAT, l'Institut de la Statistique de Côte d'Ivoire, la Direction de la Prévision et de la Statistique du Sénégal et l'Ecole Nationale de la Statistique et d'Economie Appliquée (ENSEA) d'Abidjan (DIAL, 2000).

Il a donc été suggéré à la Coopération française d'ajouter ce thème dans le programme mené par DIAL, où il a pris une importance croissante suite à l'adoption par l'ensemble de la Communauté internationale – dont la France – des nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté définies par les Institutions de Bretton-Woods en 1999 et à la fixation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans le cadre des Nations Unies en 2000. Les travaux de DIAL sur ce thème se sont intéressés aux trois volets qui composent les nouvelles politiques de lutte contre la pauvreté.

- Avec l'adoption des DSRP (Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté, PRSP en anglais) et l'abandon des politiques d'ajustement structurel, l'objectif central des politiques de développement est devenu la lutte contre la pauvreté. DIAL a analysé la portée et les limites du discours de la Banque mondiale dans ce domaine (Cling, 2003) et a cherché à approfondir le diagnostic sur la pauvreté dans ses différentes dimensions. Nous avons montré que les DSRP reconduisent toutefois pour l'essentiel sous un habillage différent les orientations antérieures des politiques d'ajustement avec seulement des changements à la marge. En particulier, l'articulation entre le cadrage macro-économique et les politiques sectorielles n'est pas vraiment effectuée ; l'environnement international est négligé ; les conflits d'intérêts et la nécessité d'arbitrages n'est pas vraiment prise en compte ; la question de la soutenabilité de ces politiques n'est pas posée, etc. Au total, le contenu des nouvelles stratégies est porteur d'innovations à encourager mais il doit être amélioré pour maximiser leur impact sur la réduction de la pauvreté.
- La nouvelle démarche préconisée dans le cadre des DSRP prévoit la mise en œuvre d'un processus *participatif* pour la définition des politiques de lutte contre la pauvreté, en rupture avec les pratiques antérieures, qui consistaient pour l'essentiel à définir de l'extérieur des politiques que les pays étaient ensuite chargés d'appliquer. DIAL a cherché à évaluer les conditions concrètes de mise en œuvre de ces processus participatifs, à travers en particulier une étude de cas portant sur le Mali (Dante, Marouani et Raffinot, 2003) et à étudier dans quelle mesure cette innovation était susceptible de renforcer la démocratie et d'améliorer l'efficacité des politiques. Le séminaire international sur les stratégies de lutte contre la pauvreté organisé à Madagascar en Février 2001 avec l'appui de la DGCID s'est inscrit dans le cadre du processus

participatif mené dans ce pays. Il a vu ses recommandations opérationnelles intégrées dans le DSRP final malgache complété fin 2001.

- L'intégration des dispositifs de *suivi & évaluation* comme composante à part entière des DSRP est une innovation. Toutefois, ces dispositifs constituent le maillon le plus faible de ces nouvelles politiques, comme l'ont montré plusieurs travaux de DIAL (Brilleau, 2002 ; Gubert et Robilliard, 2002 ; Razafindrakoto et Roubaud, 2003), le premier d'entre eux, qui dressait un état des lieux et proposait des indicateurs pour le suivi des DSRP, ayant été diffusé par la DGCID sous forme de Rapport d'étude. L'étude montrait en particulier que les indicateurs ne sont pas définis de manière détaillée, que les indicateurs de moyens et de résultats devraient être davantage explicités, et que les ressources financières et humaines nécessaires pour la collecte des statistiques et le calcul des indicateurs devraient être prises en compte dans le suivi. Une étude spécifique des indicateurs de suivi dans le domaine rural a également été réalisée, qui aboutissait à des conclusions équivalentes.

L'étude des nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté a débouché sur la publication d'un ouvrage collectif analysant ces trois dimensions (Cling, Razafindrakoto, Roubaud, 2003). Il s'agissait du premier ouvrage critique consacré à ce sujet dans le monde, si on excepte les publications d'ONG, surtout consacrées aux questions de processus participatifs. L'ouvrage combine une analyse des raisons qui président à l'importance accordée à ce thème par les institutions financières internationales à l'origine du concept de DSRP, une évaluation des chances de succès de ces politiques, ainsi qu'une revue de leur apport et de leurs limites, et présente un certain nombre de propositions dans ce domaine, en particulier en matière de dispositif de suivi à mettre en place.

Cet ouvrage préfacé par le Directeur Général de la DGCID a donné lieu à de nombreuses présentations en Europe (France, Grande-Bretagne, Belgique, Norvège à la conférence ABCDE-Europe de la Banque mondiale) et en Afrique (Burkina Faso, Gabon, Mali). Plusieurs présentations ont été effectuées à la DGCID, dont l'une en présence du Directeur Général et des agents de l'administration centrale, ainsi qu'à l'AFD. Des copies ont été envoyées à tous les Services de coopération et d'action culturelle (SCAC) afin de les aider dans l'appui aux efforts engagés dans leur pays de

résidence pour la définition et la mise en œuvre des DSRP.

L'élaboration d'outils et méthodes pour les stratégies de développement et de lutte contre la pauvreté

Nous présentons dans cette dernière partie les travaux les plus récents effectués par DIAL sur le thème « Elaboration d'outils et méthodes pour les stratégies de développement et de lutte contre la pauvreté » pour le compte de la Coopération française, dans le cadre d'un FSP couvrant la période 2003-2006. Ces travaux sont en cours d'achèvement au moment de la rédaction de cet article et cette présentation a donc encore un caractère provisoire. D'une manière générale, ce programme marque trois inflexions importantes par rapport aux deux FSP antérieurs présentés dans la partie précédente :

- avec la montée en puissance de la lutte contre la pauvreté dans les politiques de développement et de l'aide publique internationale, ce thème qui avait été initialement intégré à la marge du programme précédent est devenu progressivement l'ancrage de la collaboration entre DIAL et la DGCID ;
- à la demande de la DGCID, ce FSP a une orientation beaucoup plus méthodologique et statistique que les précédents, la plus grande partie du programme correspondant à la mise en place et à l'analyse d'indicateurs (pauvreté, gouvernance, etc.) à partir d'enquêtes ménages ;
- enfin, une caractéristique majeure de ce dernier programme consiste dans l'élargissement des partenariats établis pour sa mise en œuvre, que ce soit avec AFRISTAT, avec l'Agence Française de Développement (AFD, entrée dans le GIE DIAL en 2003), la Banque mondiale, l'OCDE, ou encore avec le Pôle de Dakar soutenu par la Coopération française.

Ce programme s'est déroulé selon quatre axes : analyse du lien croissance-pauvreté-inegalités ; suivi & évaluation des cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté ; participation et mesure de la gouvernance ; appui au centre de recherche appliquée d'AFRISTAT.

Analyse macro-économique du lien croissance-pauvreté-inegalités

Le lancement des nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté a suscité un important débat concernant le contenu concret

de ces politiques, et plus particulièrement sur l'importance à accorder au soutien à la croissance économique pour la réduction de la pauvreté, par rapport à d'autres politiques relatives aux inégalités au sens large (politiques sociales en particulier). DIAL a cherché à approfondir cette question en étudiant d'une part les arbitrages entre croissance et inégalités du point de vue macro-économique et d'autre part en élargissant l'analyse aux questions d'équité en général (y compris l'égalité des chances), dans le but d'intégrer ces questions dans les politiques inscrites dans les DSRP. Les outils développés sur ce thème se sont appuyés sur des travaux de recherche menés en collaboration avec AFD et avec la Banque mondiale qui mène le même type de réflexions.

- Un travail empirique a cherché à quantifier analytiquement la relation entre croissance, pauvreté et inégalités, ce qui a permis de simuler l'évolution de la pauvreté mondiale à l'horizon 2015 selon plusieurs scénarios. Cette quantification répondait à deux objectifs : évaluer dans quelle mesure le premier des OMD (la division par deux de la pauvreté entre 1990 et 2015) pouvait être atteint, sachant que nos simulations ont confirmé le fait que quasiment aucun pays africain (à l'exception peut-être du Sénégal) n'est susceptible d'atteindre cet objectif (Cling et al., 2004, Cogneau et al., 2003) ; il s'agissait aussi de s'interroger sur les politiques de réduction de la pauvreté telles qu'elles sont menées actuellement et telles qu'elles pourraient l'être et en particulier sur l'arbitrage inégalités / croissance. Nous avons conclu que la croissance est nécessaire mais non suffisante pour la réduction de la pauvreté (deux pays à même niveau de revenu peuvent avoir une incidence de la pauvreté très différente) ; en bref, la question de l'arbitrage inégalités / croissance est centrale, d'où l'importance d'intégrer les questions d'inégalités dans les DSRP. Il a été proposé aux Services de la DGCID d'utiliser cet outil pour aider à la définition des stratégies pays, proposition qui n'a pas débouché. L'approche de la croissance « pro-pauvres » a aussi été poursuivie dans le cadre de la participation à un programme international mené par l'AFD, la Banque mondiale, la BMZ et le DFID.
- Parallèlement à l'étude de la relation croissance-pauvreté-inégalités, DIAL a poursuivi des travaux originaux visant à intégrer l'équité au sens large parmi les objectifs de développement, ce thème ayant été mis au devant de la scène par les deux Rapports annuels du PNUD (*Rapport sur le développement humain*) et de la Banque

mondiale (*Rapport sur le développement dans le monde*) parus en 2005. Les chercheurs de DIAL ont suivi de près l'ensemble de la chaîne de publication et de valorisation de ce dernier Rapport, en participant dès le départ au séminaire de *brain storming* organisé par les auteurs, puis en jouant le rôle de discutant lors de plusieurs présentations publiques du Rapport en Europe, enfin en se livrant à un exercice de bilan critique largement diffusé, tentant de tirer les implications en termes de politiques de la prise en compte de cette nouvelle dimension (Cling et al., 2005). Dans le prolongement d'une réflexion conceptuelle sur ce sujet, un travail empirique a étudié la contribution des inégalités des chances aux inégalités globales de revenus en Afrique (Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Madagascar, Ouganda), qui était jusqu'alors totalement méconnue (Cogneau et al., 2006). S'inscrivant dans la même problématique, une étude sur l'évolution de la pauvreté en fonction de différents critères d'allocation de l'aide au développement a mis en évidence l'intérêt d'une approche en termes d'« équité » de l'aide, opposé à une approche purement en termes d'« efficacité » (Cogneau et Naudet, 2004).

Suivi & évaluation des cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté

Cette composante consiste à améliorer l'information sur les évolutions de la pauvreté sur ses dimensions géographiques et temporelles dans un contexte de faiblesse générale à la fois de l'information statistique mais aussi des outils analytiques de mesure de la pauvreté et de ses facteurs. L'essentiel du travail sur ce thème a porté sur l'investissement méthodologique pour améliorer le suivi et évaluation des DSRP en Afrique à l'aide d'enquêtes ménages. Les enquêtes 1-2-3 constituent un instrument précieux de suivi et évaluation des DSRP dans les pays où elles ont été mises en place.

- A l'initiative de DIAL et avec son appui scientifique, des enquêtes 1-2-3 ont été menées entre 2001 et 2003 dans 7 capitales d'Afrique de l'Ouest (Abidjan, Bamako, Cotonou, Dakar, Lomé, Niamey, Ouagadougou) par les INS sous la coordination d'AFRISTAT. Une première collaboration sur ce thème avait été engagée entre DIAL et AFRISTAT dans le cadre d'un séminaire sur le secteur informel organisé à Bamako en 1997 aussitôt après la création de cette organisation (AFRISTAT, 1997). La conduite de ces enquêtes a bénéficié pour l'essentiel d'un financement européen dans le cadre du programme Parstat (Programme d'Appui Statistique à la Surveillance Multilatérale) conduit par

l'UEMOA, sachant que la France a financé la phase 3 (consommation) des enquêtes (qui ne s'inscrivait pas dans le programme initial). L'assistance technique apportée par DIAL a été massive et multiforme (animation de séminaires régionaux à AFRISTAT; missions d'appui sur le terrain; coopération permanente à distance pendant plusieurs années lors des différentes phases des enquêtes, jusqu'à l'analyse des résultats). Ce programme régional a fourni pour la première fois des informations sur l'emploi et le secteur informel (qui plus est sous forme harmonisée) dans ces pays, qui ont connu une large diffusion. Les résultats de ce programme ont été publiés par la Commission de l'UEMOA et ont donné lieu à la publication d'un numéro spécial de Statéco (Brilleau, Ouedraogo et Roubaud, 2005).

- Le lancement d'enquêtes 1-2-3 nationales dans plusieurs pays africains a élargi au milieu rural les méthodes et outils appliqués jusque là uniquement en milieu urbain et a validé les méthodes statistiques (échantillonnage, questionnaires, traitement et analyse) au niveau national. Le but ultime est d'intégrer ces enquêtes dans le dispositif statistique national. DIAL a appuyé en collaboration avec AFRISTAT le lancement et l'analyse des enquêtes au Cameroun et en République Démocratique du Congo. La réalisation d'une enquête 1-2-3 au Cameroun un peu plus de dix ans après la première enquête de ce type (à Yaoundé seulement) offre la perspective d'une étude de l'évolution temporelle de l'emploi et du secteur informel sur cette période (marquée par la dévaluation du franc CFA, les annulations de dette, le lancement des politiques de lutte contre la pauvreté, etc.) potentiellement extrêmement riche d'enseignements. Le lancement d'une enquête 1-2-3 au niveau national en RDC, dans un pays sortant de la guerre civile a constitué une prouesse majeure, sachant qu'aucune enquête nationale auprès des ménages n'y avait jamais été réalisée et que le dernier recensement de population y date de plus de deux décennies; les résultats de l'enquête 1-2-3 ont été intégrés dans le DSRP finalisé au premier semestre 2006. Des missions ont également été réalisées au Gabon et en Mauritanie à la demande de ces pays pour étudier la mise en place d'enquêtes.
- Un partenariat a été établi avec le pôle de Dakar (MAE/UNESCO) sur les politiques d'éducation en Afrique de l'Ouest, qui s'appuie sur la valorisation des résultats des enquêtes 1-2-3. Un séminaire sur les interactions entre économie et éducation a été

organisé en commun en 2005 dans les locaux d'AFRISTAT à Bamako à destination de cadres des ministères de l'éducation et des finances des pays de la zone. Ce séminaire avait pour objectif de favoriser l'appropriation des outils de projection et de planification par les ministères concernés et d'associer les statisticiens et les chercheurs pour mettre en évidence les retombées économiques et sociales des investissements dans le secteur éducatif. Les analyses réalisées en commun sur l'analyse de l'efficacité externe de l'éducation dans le cadre de ce partenariat doivent être intégrées à la publication en 2006 du rapport régional sur *Le Développement de l'Éducation Pour Tous en Afrique* (confié par l'UNESCO-BREDA au Pôle de Dakar).

Mesure de la gouvernance démocratique

Les DSRP partent du diagnostic que les politiques d'aide ne peuvent réussir que si certaines conditions requises en matière de gouvernance dans les pays concernés sont satisfaites. Le travail mené sur ce thème a porté à la fois sur le diagnostic des instruments de mesure existants dans ce domaine et sur la construction d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs. Les enquêtes auprès des ménages (module sur « la gouvernance et la démocratie ») lancées dans les capitales d'Afrique de l'Ouest (Abidjan, Bamako, Cotonou, Dakar, Lomé, Niamey, Ouagadougou) et à Madagascar s'inscrivent dans une perspective de mise au point d'indicateurs originaux de mesure de la gouvernance. En relayant les expériences et les opinions de la population sur l'état de la gouvernance, ces enquêtes contribuent à l'instauration du principe de démocratie participative dans l'élaboration et le suivi des politiques.

Le projet a permis de mettre au point des indicateurs subjectifs (jugement qualitatif des citoyens) et objectifs (incidence de la corruption, participation politique, etc.). L'approche comparative sur plusieurs pays a fourni les moyens d'identifier les problèmes spécifiques à chaque pays ou communs à tous en termes de gouvernance et leur impact sur les économies. L'activité menée sur ce thème a bénéficié aussi d'un financement international dans le cadre du programme METAGORA coordonné par Paris21 au sein de l'OCDE. L'analyse des résultats a été menée en collaboration avec les Instituts nationaux de statistique et AFRISTAT. Un des avantages majeurs de ces modules par rapport aux enquêtes du même genre menées par d'autres organismes réside dans le fait qu'elles ont été couplées à des enquêtes quantitatives traditionnelles menées simultanément dans le cadre du programme PARSTAT. On dispose donc d'informations extrêmement riches

permettant de mieux analyser les comportements et la perception des ménages sur ces questions de gouvernance et de démocratie.

Après des années d'investissement de terrain lourd et l'analyse des premiers résultats en 2005, la phase de valorisation des enquêtes gouvernance a été engagée : diffusion des publications nationales par les INS dans les 8 pays africains qui ont mené ces enquêtes ; animation de présentations publiques des résultats au Mali et à Madagascar ; présentation en février 2006 à l'attention des agents de la DGCID ; publication du rapport régional de résultats par la DGCID dans sa collection de Rapports d'étude (Herrera, Razafindrakoto et Roubaud, 2006), etc. Des analyses thématiques approfondies vont être menées, privilégiant l'approche comparative entre les pays africains d'une part et entre les pays andins de l'autre (ainsi qu'entre les deux continents Afrique-Amérique latine). Ces outils ont donc été largement validés et offrent la perspective d'être intégrés dans les dispositifs de suivi des politiques de développement.

Appui au Centre de Recherche Appliquée d'AFRISTAT (CERA)

DIAL a formalisé et renforcé la collaboration établie depuis plusieurs années avec AFRISTAT, à travers l'appui à la création d'un centre de recherche appliquée auprès d'AFRISTAT (CERA), faisant appel à des moyens mis en commun. Les missions du centre couvrent plusieurs domaines : méthodologie d'enquêtes ; analyse d'enquêtes ménages (en particulier, valorisation des résultats des enquêtes 1-2-3 menées dans le cadre du programme Parstat), et projections ; formation et renforcement des capacités ; échanges et valorisation. Ce projet ajouté en cours de route s'intègre pleinement dans le programme du FSP, qu'il contribue à mettre en œuvre et à enrichir.

Le CERA a démarré en septembre 2005 avec l'affectation à plein temps d'un chercheur de DIAL (P. Bocquier, dans le cadre de l'IRD). Un expert d'AFRISTAT (S. Coulibaly) y a été affecté à plein temps à partir du début de 2006. DIAL appuie également le CERA par des missions de longue durée de chercheurs et en facilitant l'affectation de volontaires civils internationaux ainsi que l'accueil de stagiaires étudiants, sachant que le CERA a aussi pour vocation d'accueillir des stagiaires africains.

Au cours de sa première année pleine de fonctionnement, le CERA a centré ses activités sur l'évaluation des politiques publiques, qui constitue un domaine essentiel encore largement inexploré et où DIAL dispose de compétences (en particulier en matière d'enquêtes statistiques et de modélisation macro-économique) et d'une longue expérience (étude d'impact de dispositifs de micro-crédit à

Madagascar, modèles de micro-simulation appliqués à Madagascar et en Indonésie, etc.). Les premiers résultats d'une étude menée avec l'appui de DIAL pour évaluer l'impact d'un soutien nutritionnel aux malades du SIDA sous traitement anti-rétroviral en Afrique (Bénin, Burundi, Djibouti, Mali et Sénégal) ont donné lieu à des présentations publiques dans les pays concernés et ont été présentés lors d'une conférence internationale d'une journée organisée à Paris en janvier 2006 sous les auspices du ministère des Affaires étrangères au Centre de Conférences Internationales (CCI).

Conclusion

La présentation effectuée ici des travaux menés par DIAL pour le compte de la Coopération française met en évidence l'enrichissement et l'élargissement progressif des thématiques au fur et à mesure de la montée en puissance de DIAL du point de vue de sa taille²⁶ et de l'expérience acquise. Au total, on peut considérer que les trois objectifs de départ ont été largement atteints.

- *L'articulation entre recherche et politiques de développement* a constitué le fil directeur des travaux menés par DIAL d'abord sur le Cameroun, puis sur Madagascar (Madio), et plus récemment avec l'accent mis sur les questions de lutte contre la pauvreté. Depuis le début des années 1990, DIAL est intervenu pour analyser les fondements des grandes crises qui ont secoué les pays les plus importants de la ZSP (Côte d'Ivoire, Madagascar) et pour éclairer les positions de la Coopération française dans tous les grands débats sur les politiques de développement : politiques d'ajustement structurel ; dévaluation du franc CFA ; allocation de l'aide ; mesure des indicateurs de gouvernance démocratique pris en compte dans le document de Stratégie sur la Gouvernance de la DGCID ; stratégies de lutte contre la pauvreté ; dans ce dernier domaine, les travaux de DIAL ont joué un rôle pionnier d'analyse des nouvelles stratégies promues par les Institutions de Bretton Woods (DSRP) et les Nations Unies (OMD), etc. DIAL a aussi contribué à la formation de chercheurs et d'experts de la coopération (1 ancien de DIAL est en poste à la DGCID ; 3 sont à l'AFD, dont 1 passé par la DGCID).
- *Le développement d'outils méthodologiques* a aussi été poursuivi depuis l'origine, sachant

²⁶ 2 chercheurs à l'origine, 15 en 2006, auxquels s'ajoutent 3 agents de l'INSEE (1 seulement en 1990), 1 de l'AFD, plusieurs chercheurs associés, des doctorants, et du personnel administratif.

que cet aspect a été mis au centre du dernier FSP. Les travaux menés selon cet axe se sont notamment centrés sur l'amélioration des informations statistiques dans le domaine économique et social, dont les lacunes constituent un obstacle essentiel à la connaissance des pays africains et à la définition de politiques de développement appropriées. Ces travaux ont consisté en premier lieu dans l'appui aux enquêtes 1-2-3 conçues par DIAL pour la mesure de l'emploi, du secteur informel et des conditions de vie des ménages (enquêtes menées avec l'appui de DIAL dans toutes les capitales d'Afrique de l'Ouest dans le cadre du programme Parstat, et au niveau national au Cameroun et en RDC en 2005). Ces enquêtes sont utilisées pour l'élaboration et le suivi des DSRP. Des travaux innovants de modélisation pour la réalisation de projections macro-économiques et d'évaluation de politiques économiques ont également été réalisés.

- Enfin, le *renforcement des capacités au Sud* a constitué une troisième priorité. Des efforts importants ont aussi été consacrés à l'appui aux INS africains (Cameroun, Madagascar – le projet Madio est exemplaire de ce point de vue, etc.), principalement mais non exclusivement en collaboration avec AFRISTAT depuis la création de cette organisation ; les nombreuses formations de cadres africains dans le cadre du CEFIL, de l'ENSEA d'Abidjan, d'InWent (ex-CDG Munich) sont aussi à mentionner de même que l'accueil à DIAL de nombreux économistes ou statisticiens africains dans le cadre de thèses ou de stages de courte durée.

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de cette expérience au bout d'une quinzaine d'années.

- *Du point de vue institutionnel*, le bilan présenté ici fait ressortir le succès d'un partenariat original constitué dans le cadre de DIAL entre la Coopération française (DGCID à laquelle s'est jointe l'AFD depuis 2003), l'IRD et l'INSEE. La relation établie entre la coopération française et DIAL²⁷ a été le socle qui a permis à ce dernier de recueillir l'appui d'autres institutions publiques françaises (IRD, INSEE, AFD) tout en attirant d'autres

financements de la part de la Commission européenne, de l'OCDE, de la Banque mondiale, etc. La Coopération française a ainsi contribué à la constitution d'une équipe de recherche reconnue au plan international, composée pour l'essentiel de chercheurs de l'IRD (qui a accru progressivement son implication avec un nombre de chercheurs passé de 1 à 12) et de statisticiens de l'INSEE.

- Par ailleurs, il est légitime de considérer que ce bilan valide *une méthode de travail*, basée sur un travail de terrain associant recherche et analyse des données, production de statistiques et suivi & évaluation des politiques. Ici encore, le lien avec l'IRD a joué un rôle essentiel dans cette approche, en particulier du fait de la possibilité d'affectations de terrain des chercheurs de DIAL, qui a été pratiquée dans tous les principaux pays d'intervention (Cameroun, Madagascar, Mali dans le cadre d'AFRISTAT et Sénégal). Cette méthode nous semble particulièrement justifiée dans le contexte africain, compte tenu du caractère lacunaire et de la médiocrité des informations statistiques disponibles, et de la faiblesse des institutions nationales qui rend encore plus nécessaire une présence sur place. Malgré les efforts effectués, les difficultés rencontrées par DIAL pour établir des partenariats solides avec des institutions africaines ne doivent pas être sous-estimées. Il est significatif à cet égard que le partenariat le plus réussi ait été établi avec une institution internationale (AFRISTAT), qui échappe en partie aux maux habituels des institutions nationales sur le continent.
- Enfin, à travers l'appui à la coopération française qui est l'objet de cet article, le travail de recherche et d'étude mené par DIAL depuis sa création a permis *la création d'une expertise économique collective sur l'Afrique*, à un moment où les économistes français africanistes sont de moins en moins nombreux et de plus en plus dispersés. Ainsi que le souligne Berg (2000) dans son rapport d'évaluation de DIAL, l'appui au Groupement a permis le renforcement de la crédibilité et de la visibilité des analyses francophones autour des politiques de développement. Comme l'écrit le rapport d'évaluation sur la convention 1999-2002 (Gabas et Géronimi, 2002), la Coopération française n'aurait probablement jamais pu constituer en interne une équipe telle que DIAL et accumuler autant d'expériences sur l'économie de son domaine, surtout au cours d'une période où l'Etat a démantelé beaucoup de structures d'études dans les

²⁷ Les financements ont été apportés à DIAL dans le cadre des FSP/FAC suivants : 450 000 € pour le premier (1991-1994) et le deuxième (1995-1997) ; 686 000 € pour le troisième (2000-2002) ; 850 000 € pour le quatrième (2003-2006). On n'inclut pas ici les commandes diverses, ni les deux FSP Madio gérés par l'INSTAT. Ceci correspond à un financement de l'ordre de 150 000 € par an (soit le coût salarial annuel total d'un assistant technique senior) au cours des quinze dernières années.

ministères. Faute de postes et de personnel compétent, le capital existant de connaissances sur l'économie africaine aurait vieilli, puis se serait étiolé, pour finir par disparaître.

Suite aux réformes récentes du dispositif français de coopération et à l'émergence de nouvelles problématiques sur le développement, il est prématuré de chercher à définir ici les perspectives d'avenir de l'appui apporté par DIAL à la coopération économique et statistique française avec l'Afrique au cours des prochaines années. Ceci étant, on peut d'ores et déjà affirmer que l'Afrique va rester la priorité du programme de travail de DIAL, malgré l'élargissement des travaux à l'Amérique latine depuis quelques années et au Vietnam à partir de 2006 ; la poursuite des actions

suivies au cours des dernières années est donc assurée, sachant que l'élargissement du champ d'investigation va autoriser au cas par cas l'adoption d'une perspective comparative Afrique-Asie-Amérique latine. Du point de vue thématique, tout au plus peut-on esquisser quelques pistes de travail. L'analyse de la soutenabilité des politiques de lutte contre la pauvreté et des OMD est appelée à rester prioritaire, avec en particulier la poursuite de l'appui au lancement d'enquêtes 1-2-3 comme outil de suivi & évaluation des DSRP. D'autres thèmes (migrations internationales, aide publique au développement, etc.) vont aussi probablement prendre de l'ampleur, répondant à une demande d'appui de la Coopération française.

Références bibliographiques

Aerts J.-J., Cogneau D., Herrera J., de Monchy G. et Roubaud F. (2000), *L'économie camerounaise ; un espoir évanoui*, Karthala, Paris.

Berg E. (2000), « Evaluation scientifique » in Berg E., Pittet M. et Senhaji O., *Rapport d'évaluation de DIAL*, mimeo DIAL, Paris, juin, 89 pages.

Brilleau A. (2003), « Les indicateurs liés à la mise en œuvre des Cadres Stratégiques de la Lutte contre la Pauvreté », *Série Rapports d'étude*, DGCID, Ministère des Affaires étrangères, Paris, avril, 82 pages.

Brilleau A., Ouedraogo E. et Roubaud F. (dir.) (2005), « L'enquête 1-2-3 dans les pays de l'UEMOA », *Stateco* N°99.

Charlot H. et Gié G. (2004), *Evaluation du projet N°98-0134, Appui à l'information et à l'analyse économique à Madagascar*, In numeri, Paris, juin.

Cling J.-P., Cogneau D., Loup J., Naudet J.-D., Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2005), « Le développement, une question de chances ? A propos du Rapport sur le Développement dans le monde 2006 « Equité et Développement » », Document de travail N°DT/2005-15, DIAL, Paris, 38 p.

Cling J.-P., De Vreyer P., Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2004), « La croissance ne suffit pas pour réduire les inégalités », *Revue Française d'Economie*, n°3, Vol. XVIII, janvier, pp. 137-187.

Cling J.-P. et Letilly G. (2001), « Export processing zones: A threatened instrument for global economy insertion ? », Document de travail N°DT/2001-17, DIAL, Paris, 39 pages.

Cling J.-P., Razafindrakoto M., Roubaud F. (2005), « Export Processing Zones in Madagascar: a Success Story under Threat? », *World development*, Vol. 33, n°5, pp. 785-803.

Cling J.-P., Razafindrakoto M. et Roubaud F. (dir.) (2003), *Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*, Economica, Paris.

Cogneau D. (1993), « L'industrie camerounaise dans la crise 1984-1992 », Document d'étude N°93-08/E, DIAL, Paris.

Cogneau, D., Bossuroy T., De Vreyer P., Guénard C., Hiller V., Leite P., Mesplé-Somps S., Pasquier-Doumer L. et Torelli, C. (2006), « Inégalités et Equité en Afrique », Document de travail N°DT/2006-11, DIAL, Paris.

Cogneau D., Herrera J. et Roubaud F. (1996), « La dévaluation du franc CFA au Cameroun, bilan et perspectives », *Economies et sociétés*, Coll. Relations économiques internationales, N°1, p. 169-205.

Cogneau D., Latreille T., Leenhardt B. et Massuyeau B. (2003), « Estimation de l'évolution de la pauvreté monétaire dans le modèle Jumbo, premiers résultats : l'exception sénégalaise dans l'exception africaine », *Afrique contemporaine*, N°208, hiver, p. 71-79.

Cogneau D., Marniesse S. et Moisseron J.-Y. (2000), *Marché du travail et compétitivité en Afrique sub-saharienne*, Economica, Paris.

Cogneau D., Mesplé-Somps S. et Roubaud F. (dir.) (2003), « *Afrique contemporaine*, N°206, Juin.

Cogneau D. et Naudet J.-D. (2004), « Who deserves aid? Equality of opportunity, international aid and poverty reduction », Document de travail N°DT/2004-10, DIAL, Paris, 27 pages.

Cogneau D. et Roubaud F. (1993), « Une matrice de comptabilité sociale pour le Cameroun : méthode et résultats », *Statéco* N°75-76, septembre-décembre, p.83-105.

Dante I., Marouani M.-A. et Raffinot M. (2003), « Le DSRP au Mali : *gagner l'argent ou formuler une politique de développement ?* » in Cling J.-P., Razafindrakoto M. et Roubaud F. (dir.) (2003), *Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*, Economica, Paris.

De Monchy G. et Roubaud F. (1991), « Cameroun : évolution économique rétrospective et perspectives macroéconomiques à l'horizon 1995 », Etude DIAL, N°91-02/E, 97 pages.

DIAL (2000), *Etude de la pauvreté urbaine en Afrique de l'Ouest ; Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal*, Rapport préparé pour la Banque mondiale, décembre.

DIAL et DSCN (1997), *Les échanges transfrontaliers entre le Cameroun et le Nigeria depuis la dévaluation*, DIAL, Paris et DSCN, Yaoundé, février.

Egg J. et Herrera J. (dir.) (1998), « Echanges transfrontaliers et intégration régionale en Afrique », numéro spécial *Autrepart*, N°6.

Gabas J.-J. et Géronimi V. (2002), *Evaluation des appuis du Ministère des Affaires étrangères au GIS DIAL dans le cadre des conventions triennales*, AMODEV, Paris, décembre, 34 pages.

Gros J.-B., Letilly G. et Martinet S. (2001), « Performances commerciales, compétitivité et diversification des économies sub-sahariennes », *Série Rapports d'étude*, DGCID, Ministère des Affaires étrangères, Paris, novembre, 61 pages.

Gubert F. et Robilliard A.-S. (2002), *Synthèse des besoins en statistiques et informations sur le secteur rural en appui aux CSLP*, mimeo DIAL, août.

Herrera J., Razafindrakoto M. et Roubaud F. (2006), « Gouvernance, démocratie et lutte contre la pauvreté : enseignements tirés des enquêtes ménages en Afrique sub-saharienne et en Amérique latine », *Série Rapports d'étude*, DGCID, Ministère des Affaires étrangères, Paris.

Loup J., Mesplé-Somps S. et Razafindrakoto M. (2000), *Concepts, mesures et suivis de la pauvreté*, mimeo DIAL, mars.

Razafindrakoto M. et Roubaud F. (1997), « Les entreprises franches à Madagascar : économie d'enclave ou promesse d'une nouvelle prospérité ? » *Economie de Madagascar*, N°2, BCM/INSTAT, Madagascar, p. 217-248.

_____ (2002), « Les entreprises franches à Madagascar : Atouts et contraintes d'une insertion mondiale réussie », *Afrique contemporaine*, N°202-203, avril-septembre, p. 147-163.

Roubaud F. (dir.) (2002), « Madagascar après la tourmente : regards sur dix ans de transitions politique et économique », *Afrique contemporaine*, N°202-203, avril-septembre, numéro spécial.

_____ (dir.) (2000a), « Le projet Madio à Madagascar : l'information statistique au service du débat démocratique sur la politique économique », *Statéco* N°95-96-97.

_____ (dir.) (1994), « L'enquête 1-2-3 sur l'emploi et le secteur informel à Yaoundé », *Statéco*, N°78, numéro spécial, juin.

_____ (2000b), *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?*, L'Harmattan/Tsipika, Paris, Antananarivo, 256 pages.

Trotignon J. (1993), « Pourquoi les politiques d'ajustement ont-elles généralement mieux réussi en Asie du Sud-Est qu'en Afrique ? » *Economie et Statistique*, N°264, p. 33-51.